

Le dimanche 1^{er} décembre se tenait à Paris le dernier banquet de l'année du Groupe d'Action Royaliste, en présence de près de 70 personnes, et j'y ai prononcé un court discours, dont voici le texte initial qui, il me faut l'avouer, a connu certains aménagements au fil des minutes, au point que l'enregistrement ne correspond plus exactement aux lignes reproduites ci-dessous. Qu'importe, cela fera juste deux textes au lieu d'un seul !

De la colère sociale à l'espérance royale.

« Nous ouvrons là un mois de décembre qui promet, si l'on en croit la rumeur publique, d'être fort mouvementé, un an tout juste après le début de la longue protestation des Gilets jaunes qu'il nous est arrivé d'accompagner et d'encourager. Ainsi, nous pourrions paraphraser la célèbre formule de Rochefort : « **La France compte aujourd'hui 66 millions de sujets, sans compter les sujets de mécontentement...** »

« Désormais, c'est la question des retraites, de leurs formes comme de leur financement, qui agite la rue, mais aussi les salles des professeurs, les cantines d'entreprise et qui se discute, voire se dispute, au comptoir du café, ce « Parlement du peuple », selon le royaliste Balzac. L'un des éléments de débat se focalise sur l'âge légal de départ à la retraite, que les libéraux souhaitent, à tout prix, relever, le plus souvent à 67 ans, en attendant sans doute mieux (ou pire) encore : au-delà du Rhin, la Bundesbank allemande propose déjà 69 ans, mais ce sera bientôt au-delà de 70 ans si l'on suit leur argumentation « démographique ». Pourtant, l'espérance de vie, si elle augmente (mais elle semble atteindre un plafond difficilement transperçable), reste fort inégale selon les professions, et il semble qu'un ouvrier vive environ (et en moyenne) 13 ans de moins qu'un cadre supérieur. De plus, **l'espérance de vie sans incapacité (ou en bonne santé), elle, n'atteint qu'un peu plus de 62 ans en France**, ce qui n'est pas anodin quand on évoque la qualité de vie même de nos concitoyens. **N'est-ce pas, pourtant, cette dernière mesure qu'il s'agirait de prendre en compte pour être juste, socialement juste ?**

67 ANS, ENFIN LA RETRAITE !



« Mais comment financer les retraites par répartition sans aggraver les conditions de vie et de travail des Français ? Faire de grands calculs n'est pas suffisant ni satisfaisant car ils ont le défaut de négliger les êtres au profit des chiffres qui, eux, n'ont pas besoin de se nourrir, de se loger et de se vêtir. Commençons plutôt par la responsabilisation et l'action de chacun, en consommant en priorité français, c'est-à-dire en finançant indirectement (mais bien sûrement, fiscalement parlant) les caisses de l'Etat plutôt que celles de ces grandes firmes transnationales états-uniennes ou étrangères qui « oublient » de payer leurs impôts ou, surtout, se débrouillent pour ne rien lâcher de leurs immenses profits en se localisant dans des paradis fiscaux, parfois proches de la France et, même, membres de la même Union européenne que notre pays (n'est-ce pas le comble, au regard de ce que l'on nous dit - depuis plus de soixante ans - de ce que devait être « l'Europe », une sorte de super-Etat dans lequel les mêmes règles s'appliqueraient, de Brest à Chypre ?). Consommer français, c'est bien possible, et c'est plus civique que d'acheter des produits d'ailleurs sur une plateforme étrangère qui, en définitive, pratique une forme de fraude certes légale et baptisée de la formule trompeuse « optimisation fiscale », qui reste bien peu morale au regard de la nécessaire justice sociale que tous les acteurs économiques devraient avoir à cœur de promouvoir et de pratiquer ?

« D'autre part, n'est-il pas possible de permettre à chacun des travailleurs français, à quelque branche qu'il appartienne ou à quelque niveau hiérarchique qu'il soit, de disposer d'une retraite honorable en favorisant la création de caisses de retraites autonomes par profession ou par branche d'activités ? D'ailleurs, cela existe déjà pour les avocats, les médecins, les infirmières, ou les orthophonistes, entre autres, et c'est justement le gouvernement, alléché par les fonds de ces caisses excédentaires quand le régime général est déficitaire, qui veut mettre la main sur eux : ce n'est rien d'autre qu'une spoliation ! En somme, **la République de 2019 nous rejoue « 1791 » quand la Révolution, en mettant fin au système corporatif français, récupérait le patrimoine des corps de métiers dissous par le décret d'Allarde et la loi Le Chapelier...**

« Certains me trouveront peut-être sévère, mais pourquoi faire crédit à une République qui, incapable de réussir par elle-même, n'hésite pas à confisquer ce que d'autres, plus efficaces et moins démagogues, ou « moins mauvais » (économiquement parlant), ont patiemment épargné et fait fructifier, par leurs efforts et malgré la pression fiscale actuelle ? En tout cas, cette spoliation montre à l'envi que la République n'est pas la plus convaincante quand il s'agit de finances publiques, malgré la bonne volonté, qu'il ne faut pas méconnaître si l'on veut être entièrement juste, de quelques ministres ou grands commis de l'Etat moins politiciens que les autres et qui n'ont pas oublié que leur charge impose de grands devoirs... Un roi saurait mieux les employer, sans doute.

« D'ailleurs, souvenons-nous, quand le baron Louis, sous la Restauration, disait simplement au souverain : « **Faites-moi de bonne politique, je vous ferai de bonnes finances** ». D'une certaine manière, tout est dit ! Et il rajoutait : «

L'Etat doit être le plus honnête homme de France

». Or, la République ne répond à aucun des deux critères valorisés par le financier de la Restauration, l'efficacité et l'honnêteté de l'Etat...

« Il n'est pas indifférent que les deux citations aient pu être prononcées sous la Monarchie et

non sous la République, là encore malgré les personnes de qualité dont la République a pu s'enorgueillir et dont elle n'a su, visiblement, que faire... **Si certaines voulaient servir et tentaient de le faire, c'est la République qui, elle, les a desservies**

!



« Et s'il n'y avait que la question des retraites qui montrait **l'incompétence ou la négligence de la République**

! Or, en

parcourant les colonnes des journaux et les zones industrielles de nos métropoles, nous pouvons aussi constater

cette désindustrialisation qui nous appauvrit et nous livre aux firmes transnationales étrangères

, dans cette mondialisation qui tourne de plus en plus au cauchemar pour le monde de nos producteurs locaux et des ouvriers de nos usines. Et, dans nos rues et nos campagnes,

la précarité et la misère sociale

que l'on pensait éteindre il y a quelques décennies grâce aux progrès techniques et aux possibilités apparemment infinies qu'ils offraient ou que l'on nous en promettait... Sans oublier cet «

assèchement du monde rural

» qui se marque par la fin des services publics et la fermeture programmée des écoles de campagne comme des gendarmeries,

au nom d'une logique purement économique qui ne parle que de rentabilité ou de réduction des déficits quand il faudrait aussi et d'abord penser en termes d'équité territoriale et de justice sociale

, en n'oubliant jamais ce qui constitue les sociétés humaines, c'est-à-dire les personnes dans leur diversité et leurs particularités.

« Et pourtant ! Nous vivons dans le plus beau des pays, avec des atouts immenses en métropole comme en Outre-mer, avec un domaine maritime qui est, avec ses 11 millions de kilomètres carrés, le deuxième du monde ! La République semble bien tout gâcher...

« Si nous sommes royalistes, ce n'est pas seulement par **la colère de voir la République dilapider l'héritage, mais par la volonté de vivre et de faire vivre notre pays, pour aujourd'hui comme pour demain** ;

de faire vivre la justice sociale, concrète et active, y compris contre les égoïsmes économiques ! Mais notre colère serait vaine et dangereuse si elle ne s'accompagnait pas d'une véritable espérance, ou si elle n'était pas, au-delà de sa forme tempétueuse, une espérance :

une espérance royale, mais une espérance, d'abord, en la France et pour celle-ci, et une espérance à faire advenir, envers et contre tout

! Car il ne s'agit pas, pour nous, de mourir royaliste, mais de vivre en Monarchie, en Monarchie française... »

